



30 janvier 2010

Inverser la politique de casse de l'éducation nationale:

RETRAIT DES 16.300 SUPPRESSIONS D'EMPLOIS RETRAIT DE LA « RÉFORME » DU LYCÉE!

Ils étaient 15.000 enseignants à manifester à Paris le 30 janvier, à l'appel de trois syndicats. Le 21, la journée de grève nationale dans la fonction publique a été suivie à plus de 25% à l'école.

Malgré la précipitation et les effets d'affichage, la « réforme » Chatel apparaît pour ce qu'elle est: une attaque frontale contre le lycée public.

La colère et la mobilisation montent chez les parents, les lycéens, dans la société en général contre la poursuite de la politique de sape de l'éducation nationale, notamment contre les suppressions d'emploi. Un rapport de force existe pour gagner tout de suite. La campagne des élections régionales ne doit pas se limiter à la diversion voulue par les partis dominants!

16.300 : c'est le nombre d'emplois que le gouvernement et le ministre Chatel veulent supprimer dans l'éducation nationale en 2010. Au total, cela fera 80.000 postes liquidés entre 2007 et 2012 si on laisse faire.

QUESTION DE CHOIX:

La suppression des 16.300 postes dans l'éducation est censée faire « économiser » 400 millions d'euros à l'Etat.

Mais le gouvernement trouve juste ces 400 millions pour faire la guerre en Afghanistan,

700 millions pour la « prime à la casse »,

700 millions pour rembourser des impôts aux plus riches avec le « bouclier fiscal »,

1 milliard pour acheter des vaccins en trop aux laboratoires pharmaceutiques,

2,4 milliards pour supprimer la TVA dans la restauration,

32 milliards pour exonérer le patronat de cotisations sociales etc.

Les prétextes avancés par le pouvoir ne tiennent pas.

Le dogme du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite n'a aucune justification avouable. Quand deux profs partent à la retraite, le nombre d'heures de cours qu'ils effectuaient et préparaient n'est pas divisé par deux ! La population globale, la population scolaire (+ 45.000 dans le secondaire l'an prochain), les besoins de service public ne cessent d'augmenter, au contraire.

Quant à invoquer la pénurie budgétaire : il n'y a qu'à faire des mathématiques simples pour voir que cela ne tient pas (voir ci-contre)

Non, la baisse des moyens à l'éducation, les « réformes » successives correspondent à un choix politique : celui d'affaiblir l'éducation nationale, de remettre en cause ses missions, ses principes comme l'égalité, l'objectif de réussite pour tous, le pluralisme et la laïcité, de développer peu à peu un marché privé lucratif de l'éducation.

Enseignants, agents techniques, lycéens, nous ne subissons déjà que trop cette politique avec les classes surchargées, les difficultés de remplacement, le temps de travail à rallonge, etc. sans parler du recul des salaires réels. L'abandon de la carte scolaire marque une volonté de renforcer la ségrégation spatiale et sociale. La remise en cause de la formation des enseignants et des concours vise à casser le statut et l'esprit de service public.

La « réforme » du lycée du ministre Chatel est l'illustration parfaite de la même politique malgré son rhabillage par rapport au projet Darcos de 2008.

Elle s'applique à gérer la pénurie fabriquée de moyens en diminuant l'offre d'enseignement, les horaires de cours, en détériorant les conditions de travail. Pour casser le cadre égalitaire, elle met en place une « autonomisation » croissante des établissements facteur de nouvelles disparités, d'atteintes larvées aux statuts, d'in-

.../...

Régionales 2010:

PECRESSE (UMP): la ministre de la loi LRU d'éclatement et de privatisation rampante de l'université!

HUCHON (PS): le président sortant de la région qui rêve de « régionaliser » l'éducation nationale!

Anne HIDALGO (PS-Paris):
« *Le **MODEM** pourra rejoindre notre projet au second tour* »

Sortez de ce consensus!

trusions des intérêts privés. Elle s'attaque à certaines matières comme l'histoire ou les sciences économiques et sociales, coupables de développer l'esprit critique des élèves.

Combattre les décrets Chatel, gagner leur retrait, faire annuler les suppressions de postes : ces luttes sont essentielles pour inverser le choix du déclin de l'éducation nationale.

L'éducation n'est ni un coût, ni une source de profits financiers, c'est la condition du développement tout à la fois de l'individu, du citoyen, de la société et aussi de l'économie. Défendons l'éducation nationale, l'école publique et laïque !

La convergence d'intérêt avec les étudiants et les chercheurs, avec les personnels hospitaliers, etc. que redoutait le gouvernement l'an dernier peut et doit se réaliser en 2010, avec bien d'autres catégories de salariés du privé et du public, se transformer en convergence de lutte, en unité d'action. Pour gagner !

Ne pas laisser les régions accompagner l'attaque contre le lycée public !

Le développement de la lutte contre les suppressions de postes à l'Education nationale et contre la « réforme » du lycée coïncide avec la campagne des élections régionales.

Encore vaudrait-il mieux parler de « non-campagne » tant les principaux candidats semblent s'entendre pour éviter les questions de fond. **L'avenir du lycée en est une dans laquelle les régions sont directement impliquées.** La construction, l'entretien des bâtiments et leur fonctionnement matériel sont de leurs compétences.

Les gouvernements successifs depuis des années poursuivent une stratégie d'affaiblissement de la cohérence et de l'unité de l'Education nationale. Les décrets Chatel s'y inscrivent en renforçant considérablement « l'autonomie » des établissements. De nouvelles tentatives de régionalisation de pans de l'enseignement secondaire sont aussi à redouter, après celle des agents techniques (TOS) transférés en 2004.

Du côté de la droite, il n'y a évidemment qu'un accompagnement zélé de cette politique à attendre. La tête de liste régionale UMP, **Valérie PECRESSE, est la ministre de la loi LRU, d'éclatement de l'université, fortement combattue l'an dernier, également dans les lycées.**

Du côté de la « gauche », le bilan et les affirmations passées du président PS sortant de la région ne peuvent qu'inquiéter.

Jean-Paul HUCHON se vante ainsi d'avoir, avec la droite et l'extrême-droite, malgré des réticences à gauche, accordé une aide spéciale aux lycées privés.

Loin de soutenir la mobilisation de 2003 contre la décentralisation démantelant le service public de l'éducation nationale, il se félicite du transfert des agents techniques à la région.

HUCHON va jusqu'à se prononcer dans un livre écrit en 2008

(« De battre, ma gauche s'est arrêtée ») **pour la régionalisation de toute l'éducation nationale :**

« Il faudra quand même, un jour, oser poser la question de la régionalisation de l'Education nationale. Je sais bien que je brise, là, un tabou fondamental de la gauche, mais on vient de nous confier les personnels techniques, on va certainement nous confier dans la foulée les personnels administratifs, c'est-à-dire les intendants et les personnes qui font tourner la boutique, qu'est-ce qui empêche que l'on nous confie les professeurs dès lors qu'il existe toujours des programmes élaborés au plan national par une cellule de prospective intelligente de l'Education ? Franchement, je ne vois rien qui puisse s'opposer à cette mutation ! »

Même si le temps de la campagne, Huchon est revenu à des généralités superficielles, il ne faut pas se faire d'illusion. **Une victoire de la « gauche » n'exonérera pas, même sur le plan régional, le monde de l'éducation de luttes.** Il le sait.

La région peut et doit contrer, par sa politique d'aménagement, les choix de ségrégation des élèves portés notamment par la suppression de la carte scolaire.

La région peut et doit se mobiliser contre toute nouvelle décentralisation de l'éducation nationale, en refusant tout transfert de compétence, en exigeant la reprise en charge des personnels techniques par l'Etat.

La région doit arrêter de détourner l'argent public vers l'enseignement privé qui se nourrit déjà de la politique de sape de l'éducation nationale.

Voilà, à côté des axes de lutte nationaux, des propositions dont les COMMUNISTES sont porteurs (voir aussi nos propositions pour l'enseignement professionnel).

Adhérez au PCF ! Faites le choix de la lutte !

NOM:.....Prénom.....

Adresse:.....

Téléphone/Courrier électronique:.....

RENOYER A PCF , 130 rue Castagnary, 75015 PARIS, Tél: 01 48 28 60 05; pcf.15@wanadoo.fr

<http://pcf-paris15.over-blog.org/>